

67

**Sous-Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL**

Création d'un Fonds de sécurité d'existence dénommé

**« Fonds intersectoriel de formation francophone » en abrégé F.I.Fr.**

**Chapitre 1er : Champ d'application**

Art. 1 : La présente CCT est applicable aux travailleurs et aux employeurs de la Sous-Commission paritaire 319.2 des Etablissements et Services d'éducation et d'hébergement agréés et/ou subsidiés par la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone ou la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services qui exercent les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés.

Art. 2 : Par travailleurs, on entend les employées et employés et les ouvrières et ouvriers.

**Chapitre II Dénomination, siège social, objet**

Art. 3 : Avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2002, un Fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds intersectoriel de formation francophone » en abrégé **F.I.Fr.** est institué au sein de la Sous-Commission paritaire 319.2 dont le champ d'application a été défini à l'article 1 de la présente convention, en même temps qu'au sein des Commissions et Sous-Commissions paritaires suivantes :

- \* Sous-Commission paritaire 305.2 pour les Etablissements et Services de santé, pour ce qui est des Etablissements et Services francophones et germanophones situés en Région wallonne ou en Région de Bruxelles-capitale, à l'exception des Services de soins à domicile et des Maisons de repos et Maisons de repos et de soins
- \* Sous-commission paritaire 318.1 des Services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, et par les Commissions communautaires Française et Commune de la Région de Bruxelles-Capitale
- \* Commission paritaire 327 des Entreprises de travail adapté et des ateliers sociaux, pour ce qui est des Entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ou par la Région wallonne
- \* Commission paritaire 329 du secteur socioculturel pour ce qui est des associations
  - a. dont le siège social est situé en Région wallonne
  - b. dont le siège social est situé dans la Région de Bruxelles-Capitale et qui sont inscrites auprès de l'Office national de sécurité sociale dans le rôle linguistique francophone

Art. 4 : Le siège social du Fonds est établi à 1000 Bruxelles, 48, Quai du Commerce. Ce siège peut être déplacé ailleurs par décision du Comité de gestion paritaire prévu à l'article 7.

Art. 5 : Le Fonds a pour objet de percevoir des montants en provenance du Fonds de récupération du secteur non-marchand privé tel que prévu à l'article 4 de la Loi-programme du 30 décembre 2001, de les gérer et les affecter à des objectifs de formation.

**Chapitre III : Financement**

Art. 6 : les moyens financiers du Fonds se composent

- \* Des montants versés par le Fonds de récupération visé à l'article 5 de la présente convention, y compris les intérêts

NEERLEGGING-UEFO

NEERLEGGING-UEFO

17 XII 02

18-12-2002

NR.  
N°

64811/60/31902

- \* D'autres moyens financiers qui seraient affectés en vertu d'autres conventions collectives de travail

#### Chapitre IV : Administration et gestion

Art. 7 : Le Fonds est géré par un Comité de gestion de seize membres effectifs. Ces membres sont désignés par les diverses Commissions et Sous-Commissions paritaires co-institutrices du F.I.Fr, visées à l'article 3 qui précède.

La désignation intervient pour moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour l'autre moitié, des organisations représentatives des travailleurs.

Art. 8. Les gestionnaires du Fonds ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Art. 9. Le comité de gestion choisit, par période de deux années, un président et un vice-président parmi ses membres issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs. Il désigne également la ou les personnes chargées du secrétariat.

#### Art. 10.

1. Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds, dans les limites fixées par la loi ou par les présents statuts. Il doit établir un règlement d'ordre intérieur.

2. Le comité de gestion est valablement représenté dans toutes ses actions et à toutes fins, y compris toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, par le président du comité de gestion ou le membre qu'il délègue pour assurer cette représentation.

Art. 11. Le comité de gestion a notamment pour mission :

- a) de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds ;
- b) d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts ;
- c) de déterminer annuellement les frais d'administration, de même que la quotité des recettes annuelles à consacrer à ces frais ;
- d) de transmettre chaque année, au cours du mois de juin, un rapport écrit sur l'exécution de sa mission aux diverses Commissions et Sous-commissions paritaires co-institutrices du F.I.Fr, visées à l'article 3 qui précède.

#### Art. 12.

1. Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du Fonds, soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité de gestion, ainsi qu'à la demande d'une organisation représentée.

2. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire et signé par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

#### Art. 13.

1. Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que les membres de la délégation des employeurs, est présente.

2. Les décisions du comité de gestion sont prises à la majorité des votants dans chaque délégation.

Art. 14. Bilan et comptes.

Le bilan et les comptes sont clôturés au 31 décembre et la première fois, le 31 décembre 2003.

4

CHAPITRE V. - *Dispositions finales*

Art. 15.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2002 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties signataires peut y mettre fin moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée au président de la Sous-Commission paritaire 319.2 pour les Etablissements et Services **d'éducation** et d'hébergement. Elle en avise de même, par lettre recommandée, les présidents des autres Commissions et Sous-commissions paritaires co-institutrices du F.I.Fr. visées à l'article 3 qui précède.

Le délai de six mois prend cours à partir de la date d'envoi des lettres recommandées.

Bruxelles, le 17 septembre 2002.

9

**Paritair Subcomité voor de diensten voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en  
-diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige  
Gemeenschap**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST**

Oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd

**"Fonds intersectoriel de formation francophone", afgekort F.I.Fr.**

**Hoofdstuk I: Toeyassinessebieid**

Art. 1: Deze CAO is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van het Paritair Comité 319.2 voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten erkend **en/of** gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap of de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op de werknemers en werkgevers van de inrichtingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen en niet erkend, noch gesubsidieerd worden.

Art. 2: Onder werknemers wordt verstaan, de mannelijke en vrouwelijke bedienden en de werklieden en werksters.

**Hoofdstuk II: Benaming, maatschappelijke zetel, doel**

Art. 3: Vanaf 1 oktober 2002 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht genaamd "Fonds intersectoriel de formation francophone", afgekort **F.I.Fr.**, binnen het Paritair Comité 319.2, waarvan het bevoegdheidsgebied vastgesteld werd in artikel 1 van deze overeenkomst en **tegelijkertijd** binnen de volgende Paritaire Comités en Subcomités:

- Paritair Subcomité 305.2 voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, voor wat betreft de Franstalige en Duitstalige inrichtingen en diensten gevestigd in het **Waals** Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de diensten voor thuiszorg en van de **rusthuizen** en de **rust-** en verzorgingstehuizen
- Paritair Subcomité 318.1 voor de Diensten voor gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, en door de Franse en Gemeenschappelijke **Gemeenschapscommissies** van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- Paritair Subcomité 327 voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen, voor wat betreft de beschutte werkplaatsen erkend door de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of door het Waalse Gewest
- Paritair Comité 329 voor de **socio-culturele** sector voor wat betreft de verenigingen
  - a. waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in het Waalse Gewest
  - b. waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op de Franse taalrol

Art. 4: De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Handelskaai, 48. Deze zetel kan naar elders worden **verplaatst** bij besluit van het paritair Beheerscomité bepaald in artikel 7.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR. EN REGISTR. | NR. N°

17x11-02 | 18-12-2002 |

64811 14031902

Art. 5: De doelstelling van het Fonds bestaat erin bedragen te innen die voortkomen van het Terugvorderingsfonds van de privé non-profitsector, zoals bepaald in artikel 4 van de programmawet van 30 december 2001, deze te beheren en te besteden aan doelstellingen inzake opleiding.

### **Hoofdstuk III: Financiering**

Art. 6: De financiële middelen van het Fonds bestaan uit

- bedragen gestort door het Terugvorderingsfonds bedoeld in artikel 5 van deze overeenkomst, intresten inbegrepen
- andere financiële middelen die zouden worden besteed krachtens andere collectieve arbeidsovereenkomsten

### **Hoofdstuk IV: Administratie en beheer**

Art. 7 : Het Fonds wordt beheerd door een Beheerscomité van zestien effectieve leden. Deze leden worden aangewezen door de verschillende Paritaire Comités en Subcomités die medeoprichter zijn van het F.I.Fr, bedoeld in het voorgaande artikel 3.

De aanwijzing gebeurt voor de helft op de voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft van de representatieve werknemersorganisaties.

Art. 8: De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met verbintenissen van het fonds. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het beheersmandaat dat zij ontvangen hebben.

Art. 9: Het Beheerscomité kiest om de twee jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemers- en de werkgeversafvaardiging. Het wijst eveneens de perso(o)n(en) aan die met het secretariaat wordt(en) belast.

Art. 10:

1. Het Beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door de Wet of deze statuten. Het is de taak van het comité een huishoudelijk règlement op te stellen.

2. Het beheerscomité is geldig vertegenwoordigd in al zijn handelingen en voor alle doeleinden, alle rechtshandelingen inbegrepen, zowel als eiser of als verweerder, door de voorzitter van het beheerscomité of het lid dat wordt afgevaardigd voor deze vertegenwoordiging.

Art. 11:

Het beheerscomité heeft onder meer als opdracht:

- a) het personeel van het fonds eventueel aan te werven en te ontslaan;
- b) contrôle te doen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
- c) de administratiekosten alsmede het aandeel van de jaarlijks te besteden inkomsten jaarlijks vast te stellen;
- d) tijdens de maand juni van elk jaar schriftelijk verslag uit te brengen over de vervulling van zijn opdracht aan de verschillende Paritaire Comités en Subcomités die medeoprichter zijn van het F.I.Fr, bedoeld in het voorgaande artikel 3.

Art. 12:

1. Het Beheerscomité vergadert ten minste éénmaal per semester ten zetel van het fonds, ofwel op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, ofwel op vraag van ten minste de helft van de leden van het Beheerscomité, evenals op vraag van een vertegenwoordigde organisatie.

2. De uitnodigingen moeten de agenda bevatten. De notulen worden opgemaakt door de secretaris en ondertekend door degene die de vergadering heeftvoorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitterondertekend.

Art. 13:

1. Het Beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien ten minste de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

2. De beslissingen van het beheerscomité worden genomen bij meerderheid van stemmen in elke afvaardiging.

Art. 14: Balans en rekeningen

De balans en de rekeningen worden afgesloten op 31 december en de eerste keer op 31 december 2003.

**HOOFDSTUK V: Slotbepalingen**

Art. 15:

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 2002 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Elk van de ondertekenende partijen kan er een einde aan stellen mits een opzeggingstermijn van zes maanden wordt betekend per aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair comité 319.2 voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten. De voorzitters van de andere Paritaire Comités en Subcomités, die medeoprichters zijn van het F.I.Fr, vermeld in het voorafgaande artikel 3, worden eveneens per aangetekende brief op de hoogte gebracht. De opzeggingstermijn van zes maanden neemt aanvang vanaf de verzendingsdatum van de aangetekende brieven.

Brussel, 17 september 2002.